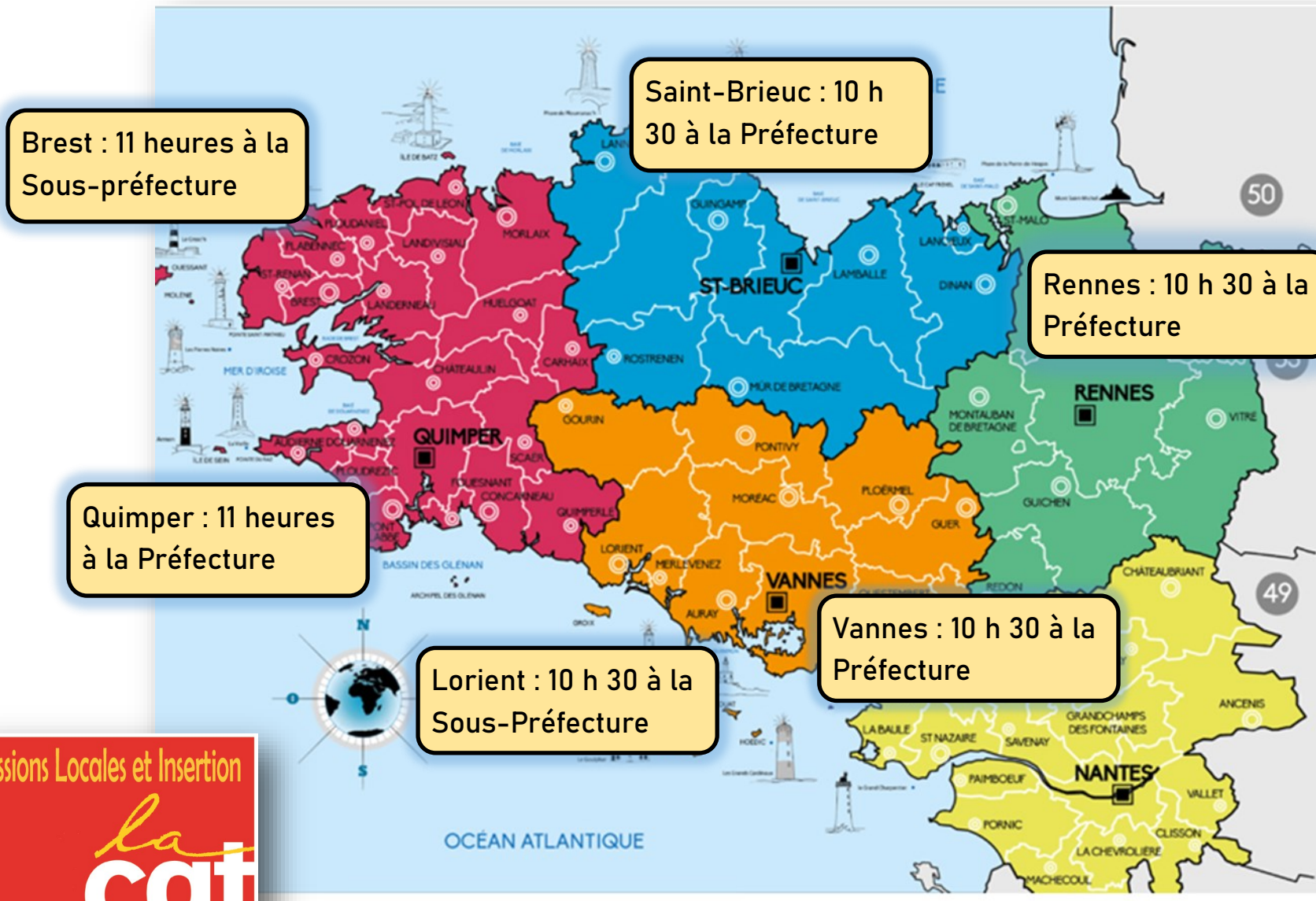


Mobilisation des salarié.es des Missions Locales de Bretagne. 14 novembre 2024



ALERTE MAXIMALE EN MISSIONS LOCALES !

Nos métiers sont menacés !

La loi dite pour le Plein Emploi (LPE) de décembre 2023 instaure la création de France Travail et du Réseau Pour l'Emploi. Elle a été combattue ardemment par les forces progressistes car elle est **inique, brutale**, fait reposer sur les chômeurs la responsabilité de leur situation, instaure l'obligation des 15 heures d'activité et amplifie de façon délirante les **contrôles sur les privé.es d'emploi**.

Avec la complicité du syndicat patronal UNML, les ML ont été jetées dans la gueule du géant France Travail (ex-Pôle Emploi). **Les conséquences vont être terribles** pour nos métiers et la jeunesse que nous accompagnons.

Dans la logique d'obligation d'inscription à FT de tout jeune qui cherche du travail ou qui est dans le CEJ ou le Pacea (ou le deviendra) **c'est quasiment TOUS les jeunes suivis qui seront fichés**. L'arrivée de l'algorithme FT va nous déposséder de nos expertises et à terme les jeunes et leur famille vivront comme un énième échec le fait d'échouer chez nous. **Quels métiers vont disparaître** dans nos ML quand les logiques d'économies vont immanquablement s'imposer ? Que vont devenir nos collègues des équipes emploi, des fonctions support, de la communication, des suivis CEJ ?...

Nos postes sont en danger !

En 2024, l'État est revenu sur ses promesses budgétaires à hauteur de 10 milliards d'euros et les conséquences ont été immédiates pour les Missions Locales : **une quarantaine de postes ont été supprimés en Bretagne** (par des départs « volontaires » ou des non renouvellements de CDD) ; le Pacea a subi une saignée de 60% pour n'être plus qu'une coquille vide et le CEJ est passé du statut de droit à celui de prestation rationnée.

Le PLF 2025 discuté en ce moment à l'Assemblée Nationale est pire encore !

Ce n'est pas 10 milliards qui manqueront au service de la population mais 60 milliards ! D'ores et déjà **les ML sont assurées de voir leur budget fondre** : les instances annoncent une perte de 140 millions d'euros dont 30 millions d'euros (5,8%) de fonctionnement dès 2025 .

De plus, le CEJ est à présent plafonné et les critères d'attribution ne sont pas connus. Les ML auront-elles le vivier nécessaire pour remplir les objectifs (et obtenir les fonds qui y sont liés, 1750€ par CEJ) ? Rien n'est moins sûr.

Concrètement, asséchées par l'État, **les ML vont devoir utiliser leurs fonds de roulement pour payer les salaires et réduire les effectifs !**

SALARIÉES DES MISSIONS LOCALES, NE NOUS LAISSONS PAS FAIRE !

- ⇒ Alertons sur les risques lourds qui pèsent sur nos missions et sur les jeunes
- ⇒ Exigeons que le PLF 2025 ne soit pas voté en l'état, la France a les moyens d'avoir des Services Publics de qualité
- ⇒ Refusons la logique brutale inhumaine de la Loi Plein Emploi
- ⇒ Ne lâchons rien sur le sens de nos métiers et notre autonomie

